

Conseil Régional de la Réunion

## ELABORATION DU SCHÉMA RÉGIONAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES



### **PHASE 2 : Etude prospective Proposition de schéma régional**

26 NOVEMBRE 2012



6, boulevard de Strasbourg  
75010 PARIS  
Tél. : 01 55 34 99 40  
Fax : 01 55 34 99 41  
Email : [contact@abcd-culture.com](mailto:contact@abcd-culture.com)  
[www.abcd-culture.com](http://www.abcd-culture.com)

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>I – RAPPEL DU CONTEXTE ET DES ENJEUX DU SCHÉMA RÉGIONAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES.....</b>	<b>4</b>
I. 1 Pourquoi développer l’offre d’enseignement artistique sur un territoire ? .....	5
I. 2 Rappel des principaux constats du diagnostic de l’enseignement artistique à la Réunion .....	6
I. 3 Les grands enjeux de l’enseignement artistique à la Réunion.....	7
<b>II – PROPOSITIONS D’AXES STRATÉGIQUES D’INTERVENTION POUR LE SCHÉMA RÉGIONAL .....</b>	<b>8</b>
II. 1 Les quatre axes stratégiques du Schéma des enseignements artistiques de la Réunion .....	9
<b>III – ELEMENTS DE MISE EN OEUVRE DU SCHÉMA RÉGIONAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES.....</b>	<b>33</b>
III.1 Modalités de partenariats et d’adhésion au Schéma .....	34
III.2 Portage du schéma régional des enseignements artistiques .....	35
<b>IV – EN CONCLUSION .....</b>	<b>37</b>

## INTRODUCTION

### Cadre du présent rapport

---

Le présent document a pour objectif de permettre au Conseil Régional de la Réunion de définir les axes de son Schéma des Enseignements Artistiques, et d'en décliner les actions potentiellement mises en œuvre.

Pour rappel, selon le Vade-Mecum réalisé par le Ministère de la Culture sur les schémas d'enseignement artistique, ces derniers ont pour but de :

- **contribuer au développement de la cohésion territoriale** en structurant rationnellement les enseignements artistiques ;
- **diversifier l'offre** d'enseignement artistique et **élever son niveau qualitatif** ;
- faciliter et encourager **l'accès du public** à l'enseignement artistique ;
- rendre cet enseignement **plus lisible et plus attractif** pour le public et les acteurs de la vie locale.

On peut ajouter qu'à la Réunion comme sur d'autres territoires, le schéma a pour but **d'aider les différentes collectivités à coordonner en toute cohérence et complémentarité** leurs interventions sur le secteur de l'enseignement artistique.

Le schéma territorial s'il est porté par le Conseil régional et la DAC OI dans cette phase de réflexion et d'étude n'atteindra ses objectifs que s'il est **porté par tous les échelons territoriaux dans sa phase de mise en œuvre**. Si le Conseil régional peut impulser et développer des actions ainsi qu'une politique de soutien incitative, il ne pourra pas articuler seul un développement des enseignements artistiques et devra fortement s'appuyer sur les communes et intercommunalités, porteuses des régies directes d'équipement et/ou du soutien direct au tissu associatif ainsi que sur le Conseil général.

### Déroulement de la mission confiée à abcd

---

Pour l'aider à définir son schéma des enseignements artistiques, le Conseil Régional a souhaité faire appel à une agence de conseil spécialisée dans la définition de politiques culturelles, abcd. La mission s'organise en trois temps :

- phase 1 : diagnostic, réalisé entre mars et juin 2012, dont le rapport a été présenté au comité de pilotage le 11 juin 2012 ;
- **phase 2 : étude prospective – proposition de schéma régional, objet du présent rapport ;**
- phase 3 : accompagnement dans la mise en œuvre

La phase 2 de la mission d'abcd a comporté plusieurs étapes :

- animation de groupes de travail avec les structures interrogées : St Benoît (structures du Nord et de l'Est), St Paul (structures de l'Ouest) et St Pierre (structures du Sud) ;
- réunion de travail interne au Conseil Régional avec les directions de la formation et du PRR (Plan de Relance Régional) ;
- formalisation des propositions pour un schéma régional des enseignements artistiques ;
- échanges avec le Conseil Régional autour des propositions de schéma régional des enseignements artistiques.

## I – RAPPEL DU CONTEXTE ET DES ENJEUX DU SCHEMA REGIONAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

## I. 1 Pourquoi développer l'offre d'enseignement artistique sur un territoire ?

### Le droit à l'enseignement artistique comme facteur de développement de l'individu

Une école de musique, de danse, de théâtre (public ou associative) est un centre d'apprentissage et de ressources pédagogique, tissant du lien social et participant de l'éducation de tout individu au même titre que l'éducation sportive ou scientifique, comme le souligne la Charte de l'enseignement artistique :

*« L'éducation artistique est le premier vecteur de la démocratisation culturelle. Elle permet de former le sens esthétique et de développer la sensibilité et l'éveil à travers le plaisir de l'expérimentation et la connaissance d'œuvres de référence. La formation artistique est reconnue aujourd'hui comme constitutive de l'éducation des enfants et des jeunes. Elle participe à la formation de leur personnalité, développe leur culture personnelle et leur capacité de concentration et de mémoire. Elle prépare ainsi les jeunes à tenir un rôle actif dans un espace de vie en constante mutation en confortant l'intuition de l'échange et la réalité de la pratique collective. »<sup>1</sup>*

A ce titre l'enseignement artistique permet à l'individu<sup>2</sup> :

- de découvrir le langage artistique, sa dimension symbolique, intellectuelle et émotionnelle ;
- d'apprendre différentes techniques pour développer ses propres moyens d'expressions, expérimenter sa relation aux autres et in fine se construire au sein de la société ;
- de construire sa relation à sa propre culture et aux cultures d'autrui, dans une dynamique individuelle et collective, mettant au cœur de ce processus la notion de transmission entre enseignant et élève, entre amateurs et professionnels. ;
- ...

### Une mission de service public reposant à la fois sur l'Etat et sur les collectivités locales

Tant l'Etat que les collectivités ont une mission de service public dans le développement d'une offre d'enseignement artistique **accessible à tout citoyen** sur l'ensemble du territoire national. Tout comme les communes et intercommunalités veillent à l'accès aux pratiques sportives pour leurs populations, elles doivent garantir leur accès aux pratiques artistiques.

La loi du 13 août 2004 relative aux responsabilités locales précise les missions de chaque collectivité dans le développement de cette offre :

- les **communes et intercommunalités** ont en charge de développer et soutenir les structures d'enseignement artistique au niveau local,
- les **conseils généraux** d'en être une tête de réseau en soutenant l'ensemble de ces structures au niveau départemental,
- et les **conseils régionaux** d'en financer les cycles préprofessionnels.

A la Réunion, le Conseil Régional déjà fortement et historiquement impliqué dans l'enseignement artistique avec la création, la gestion et le financement du Conservatoire à Rayonnement Régional, a souhaité prendre en charge la réflexion sur l'organisation du

---

<sup>1</sup> Charte de l'enseignement artistique spécialisé en danse, musique et théâtre

<sup>2</sup> cf Jean-Gabriel Carasso *Nos enfants ont-ils droit à l'art et à la culture ?*

réseau via la mise en place d'un Schéma des Enseignements Artistiques, dont la définition est l'objet de ce rapport.

### Un secteur porteur d'emplois directs et indirects

Différents métiers et secteurs économiques sont directement concernés par l'activité d'enseignement artistique :

- **340 enseignants** (hors interventions en milieu scolaire elles-mêmes génératrices d'heures de travail pour des artistes) ont pu être recensés à la Réunion dans le cadre de l'état des lieux<sup>3</sup>. Même si la majorité de ces emplois relèvent du secteur non marchand (sphère publique et associative), une partie des enseignants est issue du secteur privé marchand non subventionné. Le **personnel administratif** lié aux écoles (accueil, gestion des droits d'inscription des élèves, direction administrative et pédagogique, ...) représente également un nombre d'emplois aujourd'hui non évalué.
- A cela s'ajoutent les **activités générées par l'enseignement artistique autour des instruments** : achats, entretien, réparation... on recense ainsi un certain nombre de magasins de vente d'instruments, un luthier s'est récemment installé à la Réunion, en complément des professionnels accordeurs de piano et autres réparateurs d'instrument. A noter que ce secteur est encore peu développé, alors qu'il existe une demande forte de réparation et d'entretien d'instruments (aujourd'hui beaucoup doivent être envoyés en métropole lorsque cela est possible).
- Concernant les équipements dont les collectivités publiques sont les propriétaires, les créations d'équipement ou les réhabilitations génèrent une activité non négligeable dans le **secteur du bâtiment** (cf projet de Ste Marie, du TCO, projets du CRR, MJC du Tampon...) et le **potentiel est important** compte tenu des besoins des équipements existants et en nouveaux équipements.
- Par ailleurs, un certain nombre de **professionnels du spectacle vivant** ont pu démarrer leur parcours d'apprentissage au sein des structures d'enseignement artistique à la Réunion.

Même s'il est difficilement quantifiable et qu'il reste parfois assez précaire (avec une part d'économie souterraine), le secteur de l'enseignement artistique est donc directement et indirectement pourvoyeur d'emploi.

## I. 2 Rappel des principaux constats du diagnostic de l'enseignement artistique à la Réunion

- un vrai **dynamisme** du secteur, surtout dans le champ de la musique et de la danse, résonnant avec les pratiques artistiques des Réunionnais ;
- une certaine **faiblesse** de l'enseignement du **théâtre et des arts plastiques** ;

---

<sup>3</sup> Une étude réalisée en 2005 par la DRAC Réunion et l'Observatoire des politiques culturelles estime que le secteur culturel représente environ 4 000 emplois à la Réunion (ordre de grandeur).

- un **Conservatoire à Rayonnement Régional atypique sur le plan national**, du fait de l'investissement financier important du Conseil Régional et des 4 sites d'enseignement permettant une réelle intervention sur le territoire régional, touchant 15% des élèves recensés en enseignement artistique ;
- un **maillage territorial encore insuffisant**, avec des manques sur certaines communes et une difficulté à toucher toutes les populations, du littoral aux « Hauts » ;
- des structures d'enseignement **très fragiles**, de statut associatif dans leur très grande majorité, avec des modes de financement reposant essentiellement sur les frais de scolarité, qui sont par conséquent élevés pour les familles, et limite de fait l'élargissement de la population touchée ;
- la **faible implication des communes et intercommunalités** dans le secteur, pour des raisons de priorités et du poids du coût de fonctionnement de ces établissements reporte ainsi de fait l'offre de service public sur les structures et indirectement sur les familles.

### I. 3 Les grands enjeux de l'enseignement artistique à la Réunion

Le diagnostic a permis d'identifier **sept enjeux de l'amélioration et du développement de l'enseignement artistique** à la Réunion :

- **l'accessibilité** pour toute la population à l'offre d'enseignement artistique, tant d'un point de vue financier, géographique que culturel ;
- le développement de la **formation initiale et de la formation continue** des enseignants et du personnel administratif ;
- la **place des pratiques artistiques traditionnelles et réunionnaises** au sein de cette offre d'enseignement artistique ;
- la **poursuite de la structuration de l'éducation artistique en milieu scolaire avec l'Education nationale**, déjà initiée sur le territoire, mais devant être systématisée et développée pour la musique, la danse, le théâtre et les arts plastiques ;
- la nécessité de **locaux adaptés** apportant les garanties nécessaires pour la sécurité physique des élèves et la proposition de projets pédagogiques de qualité ;
- le **développement des passerelles et des coopérations entre les offres** d'enseignement, aujourd'hui trop peu développées
- une **meilleure lisibilité de l'offre pour la population**, qui aujourd'hui ne peut faire son choix qu'à partir d'un bouche à oreille d'autant plus aléatoire qu'un certain nombre de structures associatives naissent et disparaissent rapidement.

## II – PROPOSITIONS D'AXES STRATEGIQUES D'INTERVENTION POUR LE SCHEMA REGIONAL



## II. 1 Les quatre axes stratégiques du Schéma des enseignements artistiques de la Réunion

*Les axes et actions proposées nécessitent une implication forte de tous les partenaires pour permettre une mise en œuvre effective de ce Schéma des Enseignements Artistiques. Comme nous l'avons déjà souligné, l'ensemble des maillons des pouvoirs publics doit donc porter ce projet. Nous nous concentrerons toutefois dans les axes et les fiches actions sur le portage inhérent au Conseil régional en précisant lorsque c'est opportun les partenaires potentiels des actions.*

*Nous vous proposons d'organiser le futur Schéma Régional des Enseignements Artistiques de la Réunion selon quatre grands axes d'intervention, qui permettent de répondre aux différents enjeux pour l'amélioration de l'enseignement artistique à la Réunion :*

- Axe A - Compléter le maillage territorial de l'offre d'enseignement artistique
- Axe B - Renforcer les structures pour améliorer la qualité de l'offre à la population
- Axe C - Garantir une égalité d'accès à l'enseignement artistique pour tous les Réunionnais
- Axe D - Structurer un réseau cohérent, solidaire, lisible, et en lien avec la création et les pratiques amateurs

*Les axes proposés sont complémentaires les uns les autres. Ils concernent **l'ensemble des disciplines d'enseignement artistique** (musique, danse, théâtre et cirque, arts plastiques).*

Les principes d'intervention de base et indispensables de ce Schéma des enseignements artistiques sont :

- **inciter à la création d'école (de musique, danse, théâtre, arts plastiques) en régie communale ou intercommunale ;**
- **aider au fonctionnement de ces écoles, et de structures associatives qui répondraient aux critères pré établis par le Conseil Régional ;**
- **soutenir la formation des enseignants, quel que soit leur statut ;**
- **avoir une attention spécifique sur le développement d'une offre adaptée sur les Hauts du territoire.**

Ils constituent des étapes indispensables pour l'amélioration de l'enseignement artistique à la Réunion.

**A chaque axe d'intervention correspondent trois à quatre actions** qui devront être mises en place par le Conseil Régional et ses partenaires à court, moyen et long terme. **Outil évolutif** qui n'est pas figé dans le temps, ce plan d'actions pourra faire l'objet de réorientations au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

## **A – Compléter le maillage territorial de l’offre d’enseignement artistique**

---

### ***Principe général***

Le diagnostic a mis en avant le manque de structures d’enseignement artistique sur le territoire, son maillage territorial inégal avec des manques importants y compris sur des communes fortement peuplées, ainsi que les difficultés d’accès à une offre concentrée sur le littoral pour les populations résidant dans les Hauts.

#### **Le Schéma Régional des Enseignements Artistiques doit inciter :**

- **au développement d’une offre d’enseignement artistique pérenne et de qualité,**
- **en appuyant fortement les actions et projets des collectivités afin qu’elles prennent en charge cette compétence relevant d’une mission de service public à la population,**
- **les intercommunalités, tout particulièrement, à prendre une compétence globale ou partielle sur l’enseignement artistique.**

### ***Actions pouvant être mises en œuvre***

- ◆ A1 – Cofinancer la création de nouveaux établissements d’enseignement artistique
- ◆ A2 – Cofinancer les rénovations d’équipements
- ◆ A3 - Inciter au développement d’une offre spécifique pour toucher les Hauts

## B – Renforcer les structures pour améliorer la qualité de l’offre à la population

---

### ***Principe général***

L’offre d’enseignement artistique réside en très grande majorité sur le secteur privé (associations et entreprises), avec une très faible prise en charge des structures par des communes ou intercommunalités. Par ailleurs, comme cet enseignement repose en grande partie sur un secteur associatif fragile, mouvant, les conditions de développement d’une offre pédagogique stable et innovante ne sont pas réunies.

Les enseignants ne sont pas diplômés pour 60% d’entre eux, y compris dans certaines structures en régie communale, et ces enseignants ont peu accès aux formations diplômantes et continues proposées en métropole.

#### **Le Schéma Régional des Enseignements Artistiques doit :**

- **proposer un fort accompagnement pour l’amélioration des compétences pédagogiques,**
- **inciter les collectivités à embaucher des enseignants dans le cadre des statuts existants de la fonction publique territoriale,**
- **soutenir fortement les structures d’enseignement afin de leur permettre de proposer une offre pédagogique de qualité et innovante,**
- **s’engager très fortement dans un soutien au fonctionnement des structures : aide financière au budget de fonctionnement.**

### ***Actions pouvant être mises en œuvre***

- ◆ B1 – Proposer une offre de formation continue pour tous les enseignants, quelque soit leur statut et leur structure d’enseignement
- ◆ B2 – Accompagner les formations diplômantes et le lien formation – emploi
- ◆ B3 – Participer aux coûts de fonctionnement des établissements d’enseignement artistique en incitant les collectivités à s’investir davantage dans le fonctionnement des structures
- ◆ B4 – Soutenir plus spécifiquement l’offre d’enseignement en théâtre, cirque et en arts plastiques

## C – Garantir une égalité d'accès à l'enseignement artistique pour tous les Réunionnais

---

### ***Principe général***

Les coûts d'inscription dans une structure d'enseignement artistique sont globalement très élevés à la Réunion, d'autant plus que le secteur est largement porté par des structures associatives peu financées par les collectivités, et dont les modes de financement reposent donc en grande partie sur les cotisations des élèves. Or cette spécificité aboutit à une exclusion économique de fait de toute une partie de la population.

Par ailleurs, l'accès à l'apprentissage de la musique peut être fortement contraint par la nécessité d'acquérir rapidement un instrument de musique.

#### **Le Schéma Régional des Enseignements Artistiques doit :**

- **apporter des réponses concrètes pour améliorer l'accessibilité de la population aux offres existantes ;**
- **s'appuyer sur les collectivités pour la mise en place des actions.**

### ***Actions pouvant être mises en œuvre***

- ◆ C1 – Travailler avec les collectivités sur la mise en place de tarifs dégressifs selon les quotients familiaux
- ◆ C2 – Proposer un soutien à la location et au prêt d'instrument
- ◆ C3 - Inciter au développement d'une offre en milieu scolaire pour toucher l'ensemble de la population

## D – Structurer un réseau cohérent, solidaire, lisible, et en lien avec la création et les pratiques amateurs

---

### *Principe général*

Les structures d'enseignement artistiques se connaissent relativement peu, y compris sur un même territoire communal et intercommunal. Les temps d'échanges entre professionnels, les projets pédagogiques partagés sont donc peu nombreux, tout comme la possibilité de créer ou d'indiquer les passerelles possibles pour la population entre les différentes offres. Les liens avec les structures de création et de diffusion, tout comme les pratiques amateurs, restent à renforcer.

#### **Le Schéma Régional des Enseignements Artistiques :**

- doit permettre de structurer un vrai réseau d'enseignement artistique, avec des professionnels se connaissant et en capacité de monter des projets communs, à l'image de ce qui peut exister par exemple pour les lieux de diffusion,
- afin d'améliorer les pratiques professionnelles et la lisibilité de l'offre pour la population, élément essentiel pour pouvoir y accéder,
- en lien avec les structures de diffusion et de création de la Réunion,
- en travaillant la question des pratiques amateurs, c'est-à-dire le lien avec les adultes amateurs, potentiellement anciens élèves des structures d'enseignement artistique, afin d'assurer une continuité entre offre d'enseignement « initiale » et accompagnement des pratiques amateurs,
- en s'appuyant sur le CRR comme structure ressource en terme de compétences pédagogiques, d'accueil potentiel de certains projets, de point d'appui sur l'ensemble du territoire.

### *Actions pouvant être mises en œuvre*

- ◆ D1 – Organiser des temps de partage et de réflexion entre professionnels et des projets communs avec les élèves par grand bassin de vie
- ◆ D2 - Améliorer la lisibilité de l'offre d'enseignement artistique pour la population en développant des outils de communication spécifiques
- ◆ D3 - Favoriser les liens entre enseignement artistique, la création et la diffusion
- ◆ D4 - Développer le lien entre enseignement artistique et les pratiques amateurs

## II. 2 Déclinaison du plan d’actions

### Actions de l’axe stratégique A - Compléter le maillage territorial de l’offre d’enseignement artistique

	Axe stratégique A Compléter le maillage territorial de l’offre d’enseignement artistique
<b>A1</b>	<b>COFINANCER LA CREATION DE NOUVEAUX ETABLISSEMENTS D’ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE</b>
<i>Rappel du constat</i>	<p>. Un manque de structures d’enseignement artistique sur l’ensemble de la Réunion.</p> <p>. Une demande forte non satisfaite (listes d’attente importantes).</p> <p>. Une faible prise en charge de l’offre d’enseignement artistique par les communes et intercommunalités.</p>
<i>Objectifs</i>	<b>Inciter à la création de structures d’enseignement artistique communales ou intercommunales.</b>
<i>Principes</i>	Proposer une aide à l’investissement.
<i>Description</i>	<p><b>Aide à l’investissement</b> prenant appui sur le Plan de Relance Régional (PRR) à court terme, puis sur une enveloppe spécifique dédiée à moyen et long terme, à hauteur de 60% à 80% des coûts d’étude et des coûts travaux : 80% pour les petites communes, 70% pour les communes moyennes, 60% pour les intercommunalités selon le schéma de financement appliqué dans le cadre du PRR.</p> <p>Les projets qui pourraient être prévus sur les Hauts feront l’objet d’un accompagnement prioritaire.</p> <p>Cette aide sera proposée sur les 5 prochaines années, avec un bilan des opérations réalisées tous les ans.</p>
<i>Partenaires</i>	Communes et intercommunalités en tant que porteur de projet de création d’établissement.
<i>Première estimation financière</i>	<p>Investissement : un nouveau projet aidé par an, aide plafonnée entre 60 à 80% du montant des coûts travaux + études, versée au fur et à mesure de l’avancement du projet.</p> <p>3 Millions d’€ par an seront dédiées à partir de 2015 à la création d’établissement.</p>
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<p>2013 : premières aides au(x) projet(s) en cours (projet TCO par exemple)</p> <p>2014 : mise en place de l’enveloppe spécifique avec une première enveloppe à 1 M euros (orientée sur des coûts d’étude après émergence de nouveaux projets)</p> <p>2015 : augmentation de l’enveloppe financière pour atteindre les 3 M par an</p>
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Amélioration du maillage territorial de l’enseignement artistique.
<i>Exemple d’action similaire</i>	<p>Conseil régional d’Ile de France - Dispositif d’aide aux conservatoires et écoles de musique, danse et art dramatique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bénéficiaires : communes et intercommunalités</li> <li>- éligibilité : uniquement établissements agréés par l’Etat</li> <li>- taux : 30 % maximum pour des projets communaux et 40% pour des projets intercommunaux (plafond : 3 millions d’euros HT)</li> <li>- Gros œuvre et second œuvre.</li> </ul>

Axe stratégique A Compléter le maillage territorial de l'offre d'enseignement artistique	
<b>A2</b>	<b>COFINANCER LES RENOVATIONS D'ÉQUIPEMENTS</b>
<i>Rappel du constat</i>	<p>. 75% des écoles (publiques et associatives) visitées en phase diagnostic souffrent de locaux inadaptés : nombre de salles insuffisantes, faible nombre de salles de pratiques collectives et de salles de diffusion, absence d'isolation acoustique, de ventilation, ...</p> <p>. De nombreuses écoles associatives ne sont pas propriétaires de leurs locaux, les communes leur mettant souvent à disposition les espaces utilisés.</p>
<i>Objectifs</i>	<b>Améliorer les conditions d'accueil et d'enseignement et augmenter le nombre d'élèves accueillis</b>
<i>Principes</i>	Proposer une aide à la rénovation et à l'extension de locaux
<i>Description</i>	<p><b>Aide à l'investissement</b> prenant appui sur le Plan de Relance Régional à court terme, puis sur une enveloppe spécifique dédiée à moyen et long terme, à hauteur de 60% à 80% des coûts d'étude et des coûts travaux.</p> <p>Les projets qui pourraient être prévus sur les Hauts feront l'objet d'un accompagnement prioritaire.</p>
<i>Partenaires</i>	Communes et intercommunalités en tant que porteur de projet de création d'établissement.
<i>Première estimation financière</i>	Investissement : un nouveau projet aidé par an, aide plafonnée entre 60% et 80% du montant des coûts travaux + études, versée au fur et à mesure de l'avancement du projet. L'enveloppe dédiée sera de 2 Millions d'€ par an, soit 10 M € sur les cinq premières années de mise en œuvre du Schéma.
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<p>2013 : premières aides aux projets de rénovation sur le dispositif PRR</p> <p>2014 : mise en place de l'enveloppe financière spécifique.</p>
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	<p>Augmentation du nombre d'élèves</p> <p>Amélioration des locaux d'enseignement déjà existants</p>
<i>Exemple d'action similaire</i>	Le dispositif d'aide à l'investissement de la Région Ile-de-France est le même pour les rénovations et les créations de structures d'enseignement artistique.

	Axe stratégique A Compléter le maillage territorial de l'offre d'enseignement artistique
<b>A3</b>	<b>INCITER AU DEVELOPPEMENT D'UNE OFFRE SPÉCIFIQUE POUR TOUCHER LES « HAUTS »</b>
<i>Rappel du constat</i>	. Une faible offre d'enseignement artistique sur les Hauts du territoire. . Une moindre mobilité des populations scolarisées
<i>Objectifs</i>	<b>Proposer une offre d'enseignement à l'ensemble de la population, y compris celle vivant dans les Hauts du territoire</b>
<i>Principes</i>	Inciter les communes au développement d'une offre d'éveil et de pratiques collectives hors temps scolaire sur les territoires les plus éloignés d'une offre en enseignement artistique.
<i>Description</i>	<p>Une aide renforcée aux structures qui interviennent sur les Hauts pour soutenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des actions existantes mais à pérenniser voire à développer,</li> <li>- ou de nouvelles actions mises en place spécifiquement sur les Hauts.</li> </ul> <p>Cette aide sera une aide aux projets sur trois ans, et prise sur une enveloppe spécifiquement réservée aux projets développés sur les Hauts. Elle s'ajoutera ainsi aux autres aides dont pourraient bénéficier les structures porteuses de ces projets dans le cadre du Schéma. Les critères de discussion seront discutés sur les mêmes principes que ceux mis en place par le commissariat à l'aménagement des Hauts.</p> <p>Une incitation sera faite pour l'utilisation des locaux des écoles primaires dans ces derniers cas, avec une attention lors des projets de rénovation des écoles primaires (dans le cadre du Plan de Relance Régional par exemple) pour les doter d'une salle de pratique artistique adaptée.</p>
<i>Partenaires</i>	Communes et intercommunalités, y compris communes du littoral avec une part de population importante sur les Hauts (St Paul, ...). Commissariat à l'aménagement des Hauts.
<i>Première estimation financière</i>	70 000 € dédiés par an avec progressivité, pour appuyer plus spécifiquement les projets développés dans les Hauts.
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	2013 : définition avec les collectivités et partenaires concernés des projets à aider. 2014 : mise en place de l'aide spécifique sur les Hauts
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Augmentation du nombre d'heures d'enseignement et d'élèves dans les Hauts du territoire régional
<i>Exemple d'action similaire</i>	Programme européen Leader : Commissariat à l'aménagement des Hauts avec des financements spécifiques prévus sur la période 2008-2013



## Actions de l'axe stratégique B – Renforcer les structures pour améliorer la qualité de l'offre

	Axe stratégique B Renforcer les structures pour améliorer la qualité de l'offre
<b>B1</b>	<b>PROPOSER UNE OFFRE DE FORMATION CONTINUE POUR TOUS LES ENSEIGNANTS</b>
<i>Rappel du constat</i>	<p>. Absence d'offre de formation continue à la Réunion, une nécessité d'aller en métropole pour suivre les formations diplômantes et continues existantes.</p> <p>. Des pratiques pédagogiques qui nécessitent d'être constamment réinterrogées et d'évoluer pour garantir une bonne qualité d'enseignement à la population</p>
<i>Objectifs</i>	<b>Améliorer les compétences pédagogiques des enseignants</b>
<i>Principes</i>	<p>Toucher tous les enseignants, quel que soit leur statut</p> <p>Travailler en lien avec les organismes professionnels (CNFPT, Uniformation) et le service de la Formation professionnelle du Conseil Régional</p> <p>Organiser des formations à la Réunion avec des intervenants extérieurs, soutenir également l'accès à la formation continue en métropole</p> <p>Proposer des formations y compris sur le volet administratif et technique</p>
<i>Description</i>	<p>Mettre en place un plan de formation continue à l'année, en assurant le recrutement et la rémunération des intervenants.</p> <p>Privilégier l'utilisation des locaux des 4 sites du CRR pour limiter les coûts de location d'espace et permettre une bonne répartition des formations sur le territoire.</p> <p>Proposer la gratuité pour ces formations, en échange de quoi les structures s'engagent à rémunérer les enseignants durant leur temps de formation et à indemniser des frais de déplacement, et qu'au moins un enseignant sur quatre suive une formation dans l'année</p>
<i>Partenaires</i>	<p>Aujourd'hui, les structures d'enseignement artistique (recensées sur l'île) sont à 75% associatives et à 25% portées par une collectivité territoriale. Ces dernières relèvent du <b>CNFPT</b> pour la formation alors que les premières relèvent de leur <b>OPCA</b> (organisme paritaire collecteur agréé).</p> <p>Le <b>CNFPT</b> est bien entendu le partenaire de la fonction publique territoriale, à ce titre, un programme de formation en collaboration avec le Conseil Régional pourra être mis en réflexion à partir de 2013 ainsi que des accords éventuels pour ouvrir les formations à d'autres enseignants que ceux de la fonction publique.</p> <p><b>Rappel sur les OPCA relatif au secteur associatif</b></p> <p>Concernant le secteur associatif, l'Opca <b>Uniformation</b> (branche animation) est désigné comme collecteur unique des contributions à la formation professionnelle. Toutefois, dans les DOM, pour la contribution "professionnalisation" et uniquement celle-ci (une des trois contributions pour la formation), les associations peuvent verser à l'une</p>

	<p>des deux OPCA interprofessionnelles que sont Agefos PME et Opcalia. Notons qu'Opcalia Réunion et Uniformation ont signé une convention qui confie à Uniformation la gestion de la contribution "professionnalisation".</p> <p><b>Uniformation, rappel sur l'offre de formation actuelle et perspectives :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de formations sur l'enseignement artistique aujourd'hui organisées à la Réunion faute de visibilité sur les participants potentiels et d'identification des structures intéressées, mais réel intérêt pour mettre en place des formations adaptées en partenariat.</li> <li>- Possibilité d'organiser certaines formations à destination des personnels des structures associatives et de prendre en totalité en charge les coûts de formation : rémunération intervenants + défraiement des enseignants (repas et déplacement + financement heures de remplacement dans la structure si l'enseignant est remplacé). Ces formations sont gratuites pour les enseignants des structures associatives qui cotisent. Elles peuvent être ouvertes à des enseignants d'autres statuts selon accords à discuter avec le CNFPT et le Conseil Régional.</li> </ul>
<i>Première estimation financière</i>	<p>Selon le nombre de formations organisées.</p> <p>Coût horaire d'un formateur : 60 à 70 € /heure soit 420 €/jour (formation de 6h/jour) + défraiements. Soit pour une formation de 3 jours avec billet d'avion et hôtel 1 260 € rémunération + 1 500 € billet avion + 450 € défraiement = soit 3 210 €</p> <p>Si 10 formations organisées par an (15 enseignants max par formation, soit 150 enseignants par an), environ 32 100 € de budget/an</p> <p>Prise en charge des coûts de déplacement vers la métropole (en complément du dispositif déjà existant dans le cadre de la continuité territoriale de 360 €/billet) : 1 000 € billet avion (en complément continuité territoriale) 90 € défraiement/jour pour 4 jours sur place = 1 400 € par enseignant en formation continue</p> <p>Si 15 enseignants envoyés par an, environ 20 000 € de budget/an</p> <p><b>Soit au total : 50 000 € de budget formation porté par le Conseil Régional (sous réserve des contributions des partenaires pour augmenter ce budget)</b></p>
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<p>2013 : définition du contenu du plan de formation et des modalités de financements des différents partenaires.</p> <p>Septembre 2013 : proposition de premières formations.</p> <p>2014-2015 : déploiement du plan de formation</p>
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	<p>Suivi de sessions de formation continue par au moins 25% des enseignants chaque année, soit 85 enseignants sur les 339 recensés</p>
<i>Exemple d'action similaire</i>	<p><b>Formations organisées par Musiques et Danses en Finistère</b></p> <p>Plan de formation de 60 000 euros pour la musique, la danse, les actions transversales, formations in situ.</p> <p>Contenu des formations : proposition de Musiques et Danses nourries par le réseau des directeurs coordinateurs présents dans les structures du territoire qui fait remonter besoins et demandes.</p> <p>Exemple de thématiques traitées : innovation pédagogique, renouvellement des pratiques pédagogiques, transversalité musique et danse, encadrement des pratiques collectives, nouvelles technologies, projet d'établissement et management d'équipe...</p> <p>En 2013, formation en partenariat avec Uniformation et CNFPT sur la</p>

	<p>question de l'accueil des publics handicapés (formation de 40h sur toute l'année 2013 d'un coût global de 14 000€ partagé entre Musiques et Danses en Finistère pour 50% et CNFPT/uniformation pour 50% (au prorata des participants relevant soit du CNFPT soit d'uniformation)).</p> <p><b>Formations organisées par le CEFEDM Aquitaine</b> en lien avec l'IDDAC pour la mise en œuvre du Plan départemental de Formation défini dans le Schéma des Enseignements Artistiques.</p>
--	--

	Axe stratégique B Renforcer les structures pour améliorer la qualité de l'offre
<b>B2</b>	<b>ACCOMPAGNER LES FORMATIONS DIPLOMANTES EN FAISANT LE LIEN AVEC L'EMPLOI</b>
<i>Rappel du constat</i>	<p>. 40% des enseignants recensés ont un diplôme de pédagogie, ce qui est lié à l'effort réalisé ces dernières années sur la professionnalisation (organisation d'examens à la Réunion).</p> <p>. Nécessité de poursuivre cet effort, en assurant un lien étroit avec les débouchés en terme d'emploi.</p>
<i>Objectifs</i>	<b>Développer le nombre d'enseignants titulaires des diplômes nationaux</b>
<i>Principes</i>	<p>Centrer l'accompagnement à l'obtention du diplôme pour les professionnels déjà en poste, en faisant un accompagnement à la VAE et en accompagnant à la formation en métropole si nécessaire.</p> <p>Prioriser les actions de formations diplômantes sur les enseignants pour lesquels les structures s'engagent à les embaucher en respectant les cadres d'emploi réglementaires</p>
<i>Description</i>	<p>Poursuivre l'organisation des formations diplômantes à la Réunion en ciblant les besoins et les collectivités prêtes à embaucher.</p> <p>Mettre en place un système d'accompagnement financier au diplôme en le coordonnant avec les dispositifs professionnels existants (tels que le Congé Individuel de Formation pour les salariés du privé y compris secteur associatif et Congé de formation pour un fonctionnaire territorial...).</p> <p>Accompagner ensuite à la préparation aux concours pour les enseignants en structures publiques.</p>
<i>Partenaires</i>	<p>Un ou plusieurs CFMI/ CEFEDM de métropole</p> <p>Collectivités et associations : engagement au maintien de postes et revalorisation des postes des personnes concernées en tenant compte de l'obtention du diplôme</p>
<i>Première estimation financière</i>	<p>Soutien sur la mobilité et 10 à 20% sur la compensation de salaires en complément des dispositifs existants.</p> <p>Chiffage : au maximum 40 000 euros par an</p> <p>Base de calcul = 1500 billet + 20% salaire 30 000€ soit 7500 € par an (et 15000€ par personne sur durée du schéma) soit 5 personnes sur 2 ans, donc 10 à 12 personnes sur l'ensemble du schéma (d'où augmentation de 10% des diplômés qui sont environ 120 aujourd'hui)</p>
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<p>2013 : prise en charge de premières formations diplômantes</p> <p>2014-2015 : augmentation progressive du nombre de personnes accompagnées sur des formations diplômantes</p>
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Augmentation de 10% des enseignants diplômés d'ici 5 ans
<i>Exemple d'action similaire</i>	-

	Axe stratégique B Renforcer les structures pour améliorer la qualité de l'offre
<b>B3</b>	<b>PARTICIPER AUX COÛTS DE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE</b>
<i>Rappel du constat</i>	<p>. Une faible prise en charge de l'offre d'enseignement artistique par les communes et intercommunalités</p> <p>. Peu d'enseignants recrutés selon les statuts de la fonction publique territoriale, même pour les écoles en régie municipale</p>
<i>Objectifs</i>	<b>Soutenir le développement de l'activité des écoles, existantes ou à créer</b>
<i>Principes</i>	<p>Proposer une aide au fonctionnement pour les structures existantes et les nouvelles structures créées, dans le cadre d'une convention pluriannuelle entre la structure et le Conseil Régional</p> <p>Inciter à la mise en place ou au maintien d'une mission de direction pédagogique de l'école</p> <p>Inciter à la création d'emplois de postes d'enseignants et à la pérennisation de ces postes</p> <p>Favoriser l'égalité d'accès à l'enseignement artistique pour tous en conditionnant l'aide par des coûts d'inscription accessibles</p> <p>Inciter les collectivités à s'investir davantage dans le fonctionnement des structures, y compris associatives</p> <p>Inciter au développement de nouvelles disciplines, d'une offre en cursus, avec des démarches pédagogiques innovantes, et des croisements entre disciplines</p>
<i>Description</i>	<p><b>1 - Participer aux coûts de fonctionnement</b> des écoles communales ou intercommunales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit aide en % de la masse salariale sur la base de critères spécifiques (masses salariales des enseignants qualifiés uniquement, ou en cours de formation continue et/ou diplômante) : 10% pour les écoles associatives (plafonné à 15 000 euros par structure), 20% pour les écoles communales (plafonné à 25 000 euros par structure), 25% pour les écoles intercommunales (plafonné à 45 000 euros par structure) et les structures des Hauts.  <i>avantages</i> : une aide qui constitue un levier sur l'emploi qualifié et donc indirectement une consolidation de l'emploi permanent,  <i>inconvenients</i> : montage du dossier qui peut être complexe compte tenu des critères</li> <li>- soit aide en € par élève (non recommandé).  <i>avantages</i> : facilité de communication et d'affichage  <i>inconvenients</i> : pas de levier sur l'emploi et des effets potentiellement pervers qui pousseraient les structures à augmenter le nombre d'élèves par divers moyens (nombre d'heures de cours par élèves diminué par exemple)</li> </ul> <p>Cette aide sera conditionnée à des critères de moyens et d'offre : 1 directeur ou coordinateur pédagogique identifié (au moins 2 heures de décharge), au moins 5 disciplines instrumentales pour une école de musique, au moins 25% des heures d'enseignement réalisées par un</p>

	enseignant titulaire d'un DE ou autre diplôme pédagogique, des tarifs d'inscription accessibles pour la population...  2 - Créer une <b>aide au fonctionnement</b> plus incitative pour le démarrage de l'activité d'un nouvel établissement (en cas de création d'établissement par une commune ou intercommunalité) : +10% d'aide par rapport à la masse salariale de la nouvelle structure pendant 3 ans.
<i>Partenaires</i>	Communes et intercommunalités comme employeurs.
<i>Première estimation financière</i>	Hypothèse de calcul - 8 associations soit une enveloppe entre 90 et 120 000 euros (toutes les structures n'atteignant pas le plafond) - 8 structures communales soit une enveloppe maximale de 200 000 euros - 4 structures intercommunales soit une enveloppe maximale de 180 000 euros Au maximum une enveloppe globale de 500 000 euros.
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	2013 : définition des critères d'aide au fonctionnement et des conventions avec les structures soutenues. Juin 2013 : Information auprès des collectivités et des structures d'enseignement des modalités de conventionnement. 2014 : premières conventions et premiers financements au fonctionnement. 2015-2016 : montée en puissance du nombre de structures soutenues
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Augmentation du nombre d'heures d'enseignements sur le territoire
<i>Exemple d'action similaire</i>	Aide au fonctionnement dans les différents schémas des enseignements artistiques : aide par élève pour le CG Aude et Finistère Aide à la masse salariale CG Sarthe.

Axe stratégique B Renforcer les structures pour améliorer la qualité de l'offre	
<b>B4</b>	<b>SOUTENIR PLUS SPÉCIFIQUEMENT L'OFFRE D'ENSEIGNEMENT EN THÉÂTRE, CIRQUE, ARTS PLASTIQUES</b>
<i>Rappel du constat</i>	. Une faible proposition d'enseignement en théâtre/cirque, arts plastiques. . Une offre d'enseignement en cultures réunionnaises relativement bien développée ces dernières années, mais à conforter.
<i>Objectifs</i>	<b>Soutenir le développement de l'activité d'enseignement en théâtre, cirque, arts plastiques</b>
<i>Principes</i>	Proposer une aide au fonctionnement renforcée pour les activités d'enseignement en théâtre, cirque, arts plastiques existantes ou à créer
<i>Description</i>	<b>Financer des projets d'enseignement portés par différentes structures culturelles</b> en théâtre, cirque, arts plastiques.  Les lieux de diffusion qui proposent des cours de théâtre à l'année pourront être aidés dans ce cadre.
<i>Partenaires</i>	Communes et intercommunalités comme employeurs. Ecole des Beaux-Arts sur le volet arts plastiques
<i>Première estimation financière</i>	Enveloppe d'aide aux projets proposée : 30 000 € A réajuster en fonction du nombre et de la qualité des projets proposés
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	Dès 2013
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Augmentation du nombre d'heures d'enseignement sur le territoire en théâtre, arts plastiques et cirque
<i>Exemple d'action similaire</i>	-

## Actions de l'axe stratégique C – Garantir une égalité d'accès à l'enseignement artistique pour tous les Réunionnais

Axe stratégique C Garantir une égalité d'accès à l'enseignement artistique pour tous les Réunionnais	
<b>C1</b>	<b>TRAVAILLER A LA MISE EN PLACE DE TARIFS DEGRESSIFS</b>
<i>Rappel du constat</i>	. Des coûts d'inscription très élevés : plus de 50% des structures recensées ont des tarifs annuels supérieurs à 400 € . Peu de tarifs dégressifs proposés par des écoles de musique en grande majorité associatives
<i>Objectifs</i>	<b>Permettre l'accès à l'enseignement artistique au plus grand nombre en travaillant sur la tarification de l'offre</b>
<i>Principes</i>	Proposer des tarifs dégressifs selon les revenus familiaux
<i>Description</i>	Mettre comme critère d'aide au fonctionnement des structures d'enseignement artistique l'obligation de proposer des tarifs distincts selon le quotient familial (cf calcul du QF par la CAF).
<i>Partenaires</i>	Communes et intercommunalités
<i>Première estimation financière</i>	Cet axe ne fait pas l'objet d'une aide directe spécifique mais est intégré dans l'axe B3.
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	–
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Augmentation du nombre de structures proposant des tarifs dégressifs Augmentation de la part des élèves issus de familles aux revenus peu élevés dans les structures d'enseignement artistique.
<i>Exemple d'action similaire</i>	Schéma départemental de développement des enseignements artistiques du Finistère Dans le nouveau schéma en date de 2009, les aides au fonctionnement des écoles de musique et/ou de danse sont conditionnées par un certain nombre de critères parmi lesquels a été ajouté par rapport au schéma de 2001 le critère suivant : " <b>application de tarifs d'inscription selon un quotient familial</b> ".



	Axe stratégique C Garantir une égalité d'accès à l'enseignement artistique pour tous les Réunionnais
<b>C2</b>	<b>PROPOSER UN SOUTIEN À LA LOCATION ET AU PRÊT D'INSTRUMENT</b>
<i>Rappel du constat</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Un réel frein à l'enseignement artistique musical est l'achat de l'instrument après l'éveil.</li> <li>. Seul le CRR dispose d'un parc instrumental pouvant être prêté aux élèves</li> <li>. Pas de possibilité de location d'instrument à la Réunion auprès des magasins d'instruments</li> </ul>
<i>Objectifs</i>	<b>Limitier le frein que peut représenter l'achat d'un instrument de musique dans le cadre d'un enseignement artistique</b>
<i>Principes</i>	Mettre à disposition un parc d'instruments mutualisé et rationalisé dans son fonctionnement pour le prêt aux familles en veillant à desservir l'ensemble de la Réunion.
<i>Description</i>	Constituer un parc d'instruments conséquent dédié au prêt aux élèves des structures d'enseignement artistique, en s'appuyant sur ces structures pour faire circuler l'information, recenser, traiter les demandes de leurs élèves. Les instruments restent propriété du Conseil Régional, qui gère les achats et réparations d'instruments.
<i>Partenaires</i>	Structures d'enseignement musical
<i>Première estimation financière</i>	Constitution d'un parc instrumental : coût intégrant acquisition et entretien à hauteur de 100 000€/an (dont 10 à 20% à consacrer à l'entretien donc au fonctionnement à partir de 2014). Dispositif à adapter en fonction du développement de l'offre d'enseignement artistique sur le territoire.
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	2013 : mise en place de l'action, de son organisation territoriale et premiers achats. 2014 : constitution du parc d'instruments et mise en service du prêt d'instrument aux élèves
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Augmentation de la part des élèves issus de familles aux revenus modestes
<i>Exemple d'action similaire</i>	-

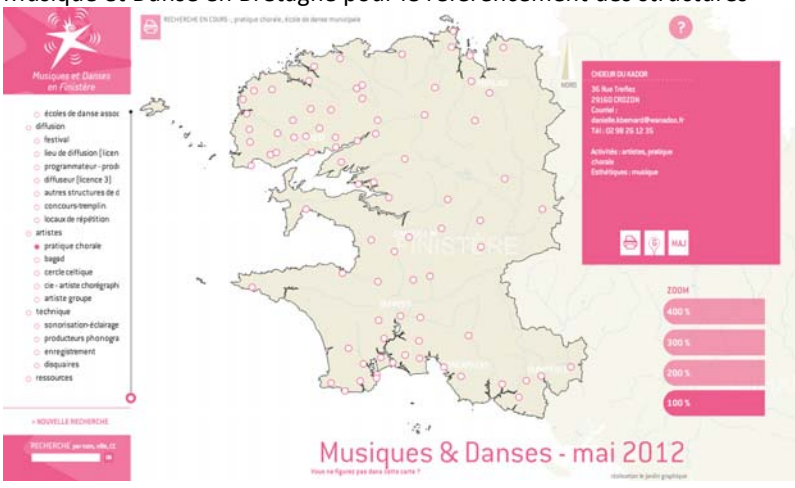
Axe stratégique C Garantir une égalité d'accès à l'enseignement artistique pour tous les Réunionnais	
<b>C3</b>	<b>INCITER AU DEVELOPPEMENT D'UNE OFFRE EN MILIEU SCOLAIRE</b>
<i>Rappel du constat</i>	<p>. Des interventions en milieu scolaire encore limitées bien qu'en développement, avec les projets d'orchestre à l'école notamment.</p> <p>. Les interventions en temps scolaires sont un des meilleurs moyens de toucher toute la population sans discrimination de revenus.</p> <p>. Des intervenants spécialisés ont été formés il y a plusieurs années (dumistes) mais n'ont pas trouvés de postes car les collectivités n'ont pas développé de budgets pour ces interventions en milieu scolaire.</p>
<i>Objectifs</i>	<b>Développer les interventions en milieu scolaire et en temps scolaire afin d'offrir une sensibilisation artistique à tous les jeunes Réunionnais et installer un lien entre établissements scolaires et structures d'enseignement artistique au sein de laquelle les élèves trouveront le prolongement de l'enseignement artistique reçue dans le cadre scolaire.</b>
<i>Principes</i>	<p>Concentrer dans un premier temps les interventions sur le champ de l'éveil et la sensibilisation en primaire.</p> <p>Participer au financement des postes de dumistes (musiciens intervenants en milieu scolaire) et intervenants qualifiés (DE, DNAP) en danse, théâtre, arts plastiques pour les interventions.</p> <p>Coordonner ce soutien avec les actions de la DAC OI et du Rectorat pour une action harmonisée.</p> <p>Les Hauts seront prioritaires pour le développement de l'offre en milieu scolaire.</p>
<i>Description</i>	<p>Participer à hauteur de 50% au financement de postes de dumistes ou intervenants en danse, arts plastiques, théâtre... pour les interventions en milieu scolaire.</p> <p>Les postes devront être portés par des communes ou intercommunalités (pas de portage associatif).</p> <p>Faire un soutien spécifique pour les orchestres à l'école (dédier une enveloppe par an) pour renforcer le portage de l'action qui peut devenir fragile (repose sur une association)</p>
<i>Partenaires</i>	Communes et intercommunalités DAC OI Rectorat
<i>Première estimation financière</i>	<p>1 - Soutien aux postes 20 000 € (coût en métropole) x 40% (sur-rémunération)= 28 000 € par poste, à hauteur de 50% soit 13 000 €/poste soutenu. Objectif de soutenir un poste pour 50 000 habitants, soit 17 postes environ soit <b>221 000 €</b> Ou <b>objectif de soutenir 8 postes, soit 104 000 €/an</b> (chiffage minimal)</p> <p>2 – Soutien aux orchestres à l'école Une enveloppe spécifique pour les projets orchestre à l'école. Sur la base d'un coût moyen de 20 000 € par orchestre, aide de 10 à 20% soit</p>

	une <b>enveloppe totale dédiée de 30 000 €</b> pour environ 12 orchestres aidés.
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	2013 : définition du cadre d'intervention et premiers soutiens 2014 – 2015 : augmentation progressive du nombre de postes soutenus et des orchestres à l'école
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Augmentation du nombre d'heures d'intervention en milieu scolaire Augmentation de la part de la population scolarisée touchée
<i>Exemple d'action similaire</i>	CG Mayenne (plan 2011) Dispositif d'aide à la création de postes de musiciens intervenants dans les écoles-centres (structures intercommunales agréées) et l'école nationale de musique et de danse de Laval : sur la base indiciaire annuelle de 19 818€ par musiste, <b>taux d'aide dégressif sur trois ans pour le Conseil général (20%, 30%, 40%) sur deux ans pour l'Etat (50%, 20%)</b> , le solde restant à charge des collectivités de tutelle des structures.

Actions de l'axe stratégique D – Structurer un réseau cohérent, solidaire, lisible et en lien avec la création et les pratiques amateurs

Axe stratégique D Structurer un réseau cohérent, solidaire, lisible et en lien avec la création et les pratiques amateurs	
D1	ORGANISER DES TEMPS DE PARTAGE ENTRE STRUCTURES ET DES PROJETS COMMUNS AVEC LES ELEVES
<i>Rappel du constat</i>	. Peu de travail entre les structures d'enseignement artistiques . Peu de projets pédagogiques communs
<i>Objectifs</i>	<b>Créer un réseau de structures et de professionnels pour permettre le partage d'expériences pédagogiques et la mise en place de projets partagés</b>
<i>Principes</i>	. Toucher l'ensemble des professionnels de l'Ile, quel que soit leur statut . Travailler en transversalité entre les disciplines (musique, danse, théâtre, arts plastiques)
<i>Description</i>	Organiser des temps de rencontres thématiques par bassin de vie, en s'appuyant sur la formation, mais également des temps de projets et d'information. Il est important de bien définir des contenus spécifiques pour motiver les personnes invitées à y participer.  Proposer des outils partagés de type newsletter, bourse à l'emploi (partage des offres d'emploi), organisation de master classes ouvertes, projets collectifs, annuaire des enseignants par discipline... auxquels toutes les structures d'enseignement de l'Ile ont accès (système d'intranet professionnel à partir d'une plate-forme commune d'information).  Mettre à disposition une enveloppe financière pour soutenir des projets partagés entre au moins 3 structures d'enseignement artistique, voire proposer des appels à projet sur certaines thématiques définies comme prioritaires. Les projets autour des musiques et danses réunionnaises pourraient ainsi bénéficier d'appels à projet spécifiques, tout comme les arts plastiques et le théâtre.
<i>Partenaires</i>	DAC OI Intercommunalités
<i>Première estimation financière</i>	Essentiellement du temps d'organisation et d'animation de ces rencontres, pris en charge par l'équipe au sein du Conseil Régional en charge d'animer le travail autour du Schéma.  Mise en place d'un intranet commun : 15 à 20 000 € (coût commun avec le site internet de communication à destination de la population).  Une enveloppe pour aider au montage de projets communs, par exemple 15 000 € par sous-région, soit 60 000 € au total
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	Démarrage des rencontres collectives : 2013 Mise en place outils partagés : courant 2013 Démarrage montage projets communs : septembre 2013
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Amélioration de l'interconnaissance des structures d'enseignement artistique Développement de projets pédagogiques complémentaires et partagés entre plusieurs structures

<i>Exemple d'action similaire</i>	<p>Addav 56 , organisme associé du Conseil général du Morbihan</p> <p>Dans le cadre de l'accompagnement du Conseil général dans la mise en œuvre des schémas de développement des enseignements de la musique, de la danse, du théâtre et des arts de la piste, l'addav 56 anime des groupes de travail avec les professionnels, élabore également des formations pour les équipes pédagogiques au sein des établissements.</p>
-----------------------------------	---

	Axe stratégique D Structurer un réseau cohérent, solidaire, lisible et en lien avec la création et les pratiques amateurs
<b>D2</b>	<b>AMELIORER LA LISIBILITE DE L'OFFRE EN PROPOSANT DES OUTILS DE COMMUNICATION</b>
<i>Rappel du constat</i>	. Une offre multiple et peu lisible pour la population. . Absence de centralisation des informations sur l'ensemble de la Réunion ou par sous-région.
<i>Objectifs</i>	<b>Permettre à la population de se repérer dans les offres d'enseignement artistique du territoire</b>
<i>Principes</i>	Proposer un outil de référencement des offres d'enseignement artistique permettant à la population d'identifier l'offre existante
<i>Description</i>	Création d'un site internet dédié à l'enseignement artistique, permettant de centraliser les informations, éventuellement d'héberger des sites Internet d'écoles de musique.  Ce site sera également support pour l'Intranet réservé aux professionnels.  Un lien avec l'agenda du spectacle vivant pourrait également être envisagé.  La gestion du site sera suivie par l'équipe au sein du Conseil Régional en charge de l'animation et du suivi du Schéma régional des Enseignements Artistiques.
<i>Partenaires</i>	Chaque structure d'enseignement artistique pour apporter les renseignements directement sur le site d'information
<i>Première estimation financière</i>	Mise en place d'un site Internet : 15 à 20 000 € (coût commun avec le site intranet à destination des professionnels). Maintenance annuelle : 2 000 €
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	2013 : création du site Internet 2014 et suivant : maintenance régulière du site
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Amélioration de la connaissance de l'offre existante par la population Nombre de visites sur le site Internet
<i>Exemple d'action similaire</i>	Maison des Pratiques Artistiques Amateurs à Paris L'Azenda pour le spectacle vivant Musique et Danse en Bretagne pour le référencement des structures  

	Axe stratégique D Structurer un réseau cohérent, solidaire, lisible et en lien avec la création et les pratiques amateurs
<b>D3</b>	<b>FAVORISER LES LIENS ENTRE ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET LIEUX DE DIFFUSION</b>
<i>Rappel du constat</i>	. Des liens à développer entre enseignement artistique, création et diffusion . Des structures de diffusion qui peuvent être davantage partenaires des structures d'enseignement artistique
<i>Objectifs</i>	<b>Lier les différentes composantes du spectacle vivant que sont la formation, les pratiques amateurs, la création et la diffusion</b>
<i>Principes</i>	Faire des élèves des spectateurs avertis en travaillant le lien entre chaque élève et les lieux de diffusion.  S'appuyer sur les actions déjà menées et les élargir à d'autres élèves et enseignants.
<i>Description</i>	Inciter les structures d'enseignement artistique à travailler en lien avec les structures de création et de diffusion du territoire : rencontres avec les artistes  Ouvrir par exemple les master classes organisées par le CRR avec des artistes aux élèves du cycle 2 des autres écoles, ou à leurs enseignants  Lien à faire avec le Schéma Régional des lieux de création et de diffusion du spectacle vivant
<i>Partenaires</i>	Lieux de création et de diffusion
<i>Première estimation financière</i>	Une enveloppe dédiée au financement des projets permettant les croisement entre élèves et lieux de diffusion : 10 000 € par an
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	Dès 2013
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Nombre de rencontres entre artistes et élèves des structures d'enseignement artistique
<i>Exemple d'action similaire</i>	Conservatoires de la ville de Paris avec l'Opéra Comique Le conservatoire du 19 <sup>e</sup> arrondissement à Paris développe un partenariat avec l'Opéra Comique. Des élèves assistent régulièrement aux spectacles programmés dans cette salle et créent ensuite au sein du conservatoire un spectacle multidisciplinaire sur un thème.

	Axe stratégique D Structurer un réseau cohérent, solidaire, lisible et en lien avec la création et les pratiques amateurs
<b>D4</b>	<b>DEVELOPPER LE LIEN ENTRE ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET PRATIQUES AMATEURS</b>
<i>Rappel du constat</i>	<p>. Une offre d'enseignement aujourd'hui peu reliée aux pratiques artistiques amateurs.</p> <p>. La très grande majorité des élèves des écoles d'enseignement artistique deviendront des musiciens amateurs.</p>
<i>Objectifs</i>	<b>Permettre à la population de poursuivre sa pratique artistique au-delà de la période d'apprentissage</b>
<i>Principes</i>	<p>Inciter les structures d'enseignement artistique à s'ouvrir aux pratiques amateurs, par la mise à disposition des locaux en dehors des heures d'enseignement et par la mise en place de projets à destination des amateurs.</p> <p>Insérer les pratiques amateurs au travail en réseau entre structures d'enseignement artistique.</p>
<i>Description</i>	<p>Faire de l'ouverture des locaux aux pratiques amateurs un principe dans le cadre de l'adhésion au schéma d'enseignement artistique.</p> <p>Inciter pour les structures en régie directe à la proposition d'un accompagnement des pratiques amateurs : conseils, proposition de projets croisés avec les élèves, ...</p> <p>Voire en allant plus loin demander aux structures soutenues la mise à disposition d'un nombre délimité d'heures par semaine pour accompagner les pratiques amateurs (par exemple 5 à 10h par semaine).</p>
<i>Partenaires</i>	Les associations de pratique amateur pour jeunes et pour adultes
<i>Première estimation financière</i>	Pas de coût direct hormis la surveillance des locaux lorsqu'ils sont mis à disposition des amateurs si en dehors des ouvertures des structures d'enseignement artistique
<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<p>2013 : inscription dans les critères de la convention avec les structures une attention particulière à l'accueil des pratiques amateurs</p> <p>2014 : mise en place des conventions</p>
<i>Evaluation/Critères de réussite</i>	Accès aux écoles d'enseignement artistique ouvert aux amateurs
<i>Exemple d'action similaire</i>	-



### III – ELEMENTS DE MISE EN OEUVRE DU SCHEMA REGIONAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

### III.1 Modalités de partenariats et d'adhésion au Schéma

#### **Une convention cadre entre les partenaires publics sur les objectifs et la mise en place du Schéma**

Le Conseil Régional, la DRAC, le Rectorat et le Conseil Général pourraient signer une convention cadre sur la mise en place du Schéma régional des Enseignements Artistiques, permettant d'affirmer des objectifs partagés en terme de développement et de renforcement du secteur à la Réunion.

Les engagements financiers de chacun seraient précisés dans cette convention, tout comme la durée de mise en place du Schéma et les modalités d'évaluation partagées.

#### **Une convention bipartite ou tripartite avec les communes, intercommunalités et établissements adhérents au Schéma**

La mise en place du Schéma nécessite de nouvelles modalités partenariales et de travail à instaurer entre le Conseil Régional et les collectivités et structures concernées.

Celles-ci devront ainsi adhérer au Schéma des enseignements artistiques pour bénéficier des dispositifs mis en place par le Conseil Régional. Cette adhésion garantira :

- une **compréhension commune et partagée des enjeux** de l'enseignement artistique,
- un **engagement des collectivités et structures** à déployer les projets et moyens permettant de répondre à ces enjeux,
- la création d'un **réseau de professionnels** travaillant dans les structures ayant adhéré au Schéma.

Des conventions pluripartites entre le Conseil Régional, la structure d'enseignement artistique et la ou les collectivités gestionnaires ou partenaires de ces structures devront être élaborées pour formaliser cette adhésion et ouvrir le droit de la structure à bénéficier des actions proposées dans le Schéma.

Un certain nombre de critères sera défini pour la signature de cette convention, précisant l'engagement du Conseil régional, celui de la structure et des collectivités associées.

Ces critères seront moins exigeants que ceux mis en place pour bénéficier de l'aide au fonctionnement (action B3 du plan d'actions précédemment présenté).

On aura donc **deux types de conventions** pour bénéficier :

- du socle commun de services (formation, travail en réseau, partages des ressources, ...)
- du socle commun et de l'aide au fonctionnement (critères plus exigeants).

Tant les écoles en régie publique que les écoles associatives pourront prétendre à signer l'une de ces deux conventions, à partir du moment où elles en respectent les critères.

Pour rappel, il apparaît, en effet, indispensable de soutenir fortement le secteur associatif de l'enseignement artistique à la Réunion, et donc de l'inclure dans l'ensemble des dispositifs proposés dans le cadre du Schéma Régional.

Des critères d'aide spécifiques aux associations pourront toutefois être précisés, comme par exemple le soutien indispensable des communes ou intercommunalités (subvention, mise à disposition de locaux...) et ce, afin d'impliquer les collectivités qui devraient être parties prenantes de l'enseignement artistique.

### **Une évaluation régulière et partagée du Schéma**

Une évaluation est à prévoir tout au long de la mise en œuvre du Schéma.

Elle prendra la forme :

- d'un bilan annuel proposé par le service en charge de la mise en œuvre du Schéma (voir ci-dessous la question du portage du Schéma) sur l'avancée des actions,
- d'un bilan à mi-parcours incluant des réunions de travail avec les collectivités et structures d'enseignement artistique parties prenantes du Schéma.

## **III.2 Portage du schéma régional des enseignements artistiques**

### **Le contexte national**

Sur les 69 Conseils généraux ayant voté un Schéma départemental des enseignements artistiques en 2008 (*étude réalisée par la Fédération nationale Arts vivants et Départements*) :

- 25 Conseils généraux gèrent directement leur Schéma au sein de leur service culturel ;
- 30 ont confié l'application des Schémas aux associations départementales dédiées à la musique et à la danse pour la majorité d'entre elles ;
- 8 ont confié cette application aux Conservatoires à rayonnement départemental ;
- 6 ont confié l'application et à l'Association départementale et au Conservatoire à rayonnement départemental.

### **Les différentes hypothèses pour le Schéma à la Réunion**

Nous ne recommandons pas que le Conservatoire à rayonnement régional soit le porteur du Schéma des Enseignements Artistiques afin que le Conseil Régional soit clairement identifié comme le porteur de ce Schéma, et qu'il n'y ait pas confusion pour les communes et intercommunalités sur les objectifs du Schéma (développement et renforcement d'une offre d'enseignement artistique de qualité sur l'ensemble du territoire, qui ne peut reposer uniquement sur l'offre du CRR).

Restent deux hypothèses :

- une équipe dédiée au sein du Conseil Régional, que nous recommandons au moins à court terme ;
- une agence régionale culturelle qui comprendrait le Schéma des enseignements artistiques, mais également d'autres secteurs culturels comme le spectacle vivant (nous ne recommandons pas la création d'une agence régionale qui aurait uniquement en charge les enseignements artistiques).

#### **1. Une équipe spécifique au sein du Conseil Régional**

Cette hypothèse repose sur la mise en place d'une équipe spécifique au sein du Conseil Régional : au moins 2 personnes, un agent A et un agent B (soit par rapport aux postes

existants, un poste à créer) pour le suivi et l'instruction des dossiers puis une montée en charge progressive jusqu'à 4 postes.

Cette équipe devra assurer le lien avec les autres services du Conseil Régional : service culturel mais également les services formations, Plan de relance, ...

En complémentarité, une entité d'observation et de suivi de la mise en place du Schéma Régional, à rattacher éventuellement à d'autres besoins de suivi du service Culture du Conseil Régional serait à mettre en place.

Cette hypothèse peut constituer un fonctionnement pérenne ou encore une étape transitoire vers l'hypothèse 2.

## ***2. Une agence régionale comprenant les enseignements artistiques mais également d'autres champs comme le spectacle vivant***

Sur le modèle du PRMA, il serait intéressant que le Conseil Régional dispose d'un organisme associé sur le champ de l'enseignement artistique, mais uniquement s'il est associé à d'autres disciplines (le spectacle vivant étant le champ qui serait le plus naturellement associé). Un organisme associé uniquement sur le Schéma d'enseignement artistique nous semblerait peu adapté par rapport à l'équipe nécessaire pour la mise en place de ce Schéma (deux à quatre personnes).

A l'instar des organismes régionaux et départementaux associés soit à un Conseil Régional<sup>4</sup>, soit à un Conseil Général, la Réunion pourrait créer une agence ou un pôle régional dont une des missions pourrait être le développement des enseignements artistiques.

Les cas existants de structures de ce type montrent qu'il est opportun de regrouper plusieurs champs culturels afin d'une part, de mutualiser les moyens et d'autre part, de favoriser les transversalités entre champs artistiques et culturels et au minimum les enseignements artistiques et le spectacle vivant.

Les missions principales de ces agences :

- l'accompagnement et l'ingénierie de projets,
- l'animation du réseau des professionnels, du centre de ressources et d'un observatoire,
- le pilotage et organisation de formations,
- l'instruction et le suivi de l'attribution des subventions...

On observe des réalités différentes concernant les missions, les champs artistiques couverts et donc les moyens dans les différentes agences régionales existantes : entre 10 et 30 ETP pour les agences régionales du spectacle vivant (souvent moins de 10 ETP pour les agences départementales existantes sur le volet musique et danse).

Les agences régionales fonctionnent sur la base de financements croisés (l'Etat intervient dans ces organismes, mais de moins en moins), les régions restant majoritaires. Les formes juridiques sont généralement la forme associative et l'EPCC (Etablissement Public de Coopération Culturelle).

---

<sup>4</sup> 3/4 des Régions en métropole ont une agence régionale sur le spectacle vivant, il en existe également d'autres sur la lecture publique et le cinéma.

## IV – EN CONCLUSION

L'ensemble des actions présentées dans le Schéma constituent des propositions et recommandations de l'agence abcd, qui ont été travaillées avec les interlocuteurs au sein du Conseil Régional mais n'ont pas encore été validées et adoptées par le Conseil Régional.

Cette validation sera nécessaire, tout comme les discussions et échanges avec les partenaires institutionnels pour la mise en place du Schéma : Conseil général, DRAC, Rectorat.

La dernière phase de la mission confiée à abcd consiste en un accompagnement de la mise en place du Schéma, une fois celui-ci validé. Cet accompagnement « à la carte » selon les besoins du Conseil Régional, permettra d'approfondir des points de mise en œuvre, comme la définition des conventions, une ou plusieurs actions à mettre en œuvre, ...



6, boulevard de Strasbourg  
75010 PARIS  
Tél. : 01 55 34 99 40  
Fax : 01 55 34 99 41  
Email : [contact@abcd-culture.com](mailto:contact@abcd-culture.com)  
[www.abcd-culture.com](http://www.abcd-culture.com)